

Patrick Buisson: «Emmanuel Macron ne peut pas être en même temps Jeanne d'Arc et Steve Jobs»

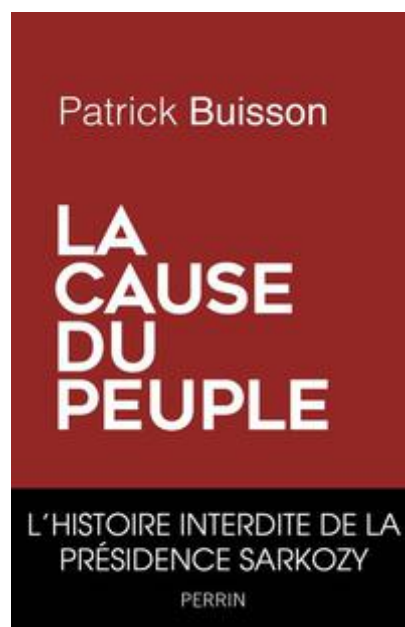


Patrick Buisson, ancien conseiller de Nicolas Sarkozy. - Crédits photo : Jean-Luc Bertini / Pasco

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique>) | Par Alexandre Devecchio (#figp-author)

Publié le 09/06/2017 à 09h00

ENTRETIEN - S'il a pris ses distances avec la politique, l'ex-homme de l'ombre de Nicolas Sarkozy n'a pas perdu une miette de la campagne présidentielle, ni des premiers pas du président Emmanuel Macron. En exclusivité, il livre ici son analyse de la situation politique de la France.



*La Cause du peuple, de Patrick Buisson (Perrin). -
Crédits photo : ,*

Homme de l'ombre, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy est avare de sorties médiatiques. Très discret durant la campagne présidentielle, Patrick Buisson a scruté le paysage politique avec la hauteur et la distance de l'historien. Il restitue ici l'élection de Macron et la défaite de la droite dans le temps long de l'histoire.

Si l'auteur de ***La Cause du peuple*** (<http://www.lefigaro.fr/politique/2016/09/27/01002-20160927ARTFIG00164-patrick-buisson-etrille-nicolas-sarkozy-dans-un-livre.php>) (Perrin) reconnaît que le président de la République a compris la dimension symbolique du pouvoir et enfilé avec aisance le costume du monarque républicain, il voit aussi dans la victoire de l'ancien locataire de Bercy le triomphe de l'économisme, celui des «forces du flux d'information, de l'échange et de l'immigration» célébrés par **Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook** (<http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2017/01/18/32001-20170118ARTFIG00135-mark-zuckerberg-veut-il-devenir-president-des-etats-unis.php>). Macron devra choisir entre le roman national et le rêve siliconisé californien, prévient-il. La droite, elle aussi, devra choisir: entre **libéralisme et conservatisme** (<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/01/12/31001-20170112ARTFIG00265-jean-claude-michea-laetitia-strauch-bonart-peut-on-etre-liberal-et-conservateur.php>). Pour Buisson, la défaite de François Fillon a fait apparaître une fracture entre deux droites irréconciliables. En vrai théoricien, il préconise la construction d'un grand parti conservateur désigné comme alternative naturelle au libéralisme intégral de Macron.

«Emmanuel Macron a parfaitement analysé le vide émotionnel et imaginaire que la disparition de la figure du roi a creusé dans l'inconscient politique des Français»

LE FIGARO. - Depuis son entrée en fonction, Emmanuel Macron a fait preuve d'une gravité et d'une verticalité inattendue. Vous a-t-il surpris positivement?

Patrick BUISSON. - La fonction présidentielle est en crise depuis que ses derniers titulaires ont refusé d'incarner la place du sacré dans la société française. Sarkozy, au nom de la modernité, et Hollande, au nom de la «normalité», n'ont eu de cesse de vouloir dépouiller la fonction de son armature symbolique, protocolaire et rituelle. Emmanuel Macron a parfaitement analysé le vide émotionnel et imaginaire que la disparition de la figure du roi a creusé dans l'inconscient politique des Français. En France, pays de tradition chrétienne, le pouvoir ne s'exerce pas par délégation mais par incarnation. C'est, selon la formule de Marcel Gauchet, «un concentré de religion à visage politique».

L'élection constate l'émergence d'une autorité mais celle-ci ne peut s'imposer dans la durée qu'à condition de donner corps à la transcendance du pouvoir et de conférer une épaisseur charnelle à une institution immatérielle. Il faut savoir gré à Macron de l'avoir compris jusqu'à faire *in vivo* la démonstration que la République ne peut se survivre qu'en cherchant à reproduire la monarchie et en lui concédant au bout du compte une sorte de supériorité existentielle. Voilà qui est pour le moins paradoxal pour le leader d'un mouvement qui s'appelle La République en marche.

De la cérémonie d'intronisation à la réception de Poutine à Versailles, les médias ne tarissent pas d'éloges au sujet de ses premières apparitions publiques...

Oui, même quand le nouveau président leur tourne ostensiblement le dos et n'hésite pas à remettre en cause les fondements de la démocratie médiatique: la tyrannie de l'instant, la connexion permanente, l'accélération comme valeur optimale. Le soin qu'il apporte à la mise en scène de sa parole, de sa gestuelle, de ses déplacements montre à quel point il a intégré la mystique du double corps du roi, qui fait coïncider à travers la même personne un corps sacré et un corps profane, un corps politique et un corps physique. Accomplir des gestes et des rites qui ne vous appartiennent pas, qui viennent de plus loin que soi, c'est s'inscrire dans une continuité historique, affirmer une permanence qui transcende sa propre personne. À ce propos, **[le spectacle du nouveau président réglant son pas sur la \(http://www.lefigaro.fr/politique/2017/05/14/01002-20170514ARTFIG00057-les-photos-marquantes-de-la-passation-de-pouvoir-hollande-macron.php\)Marche de la garde consulaire \(http://www.lefigaro.fr/politique/2017/05/14/01002-20170514ARTFIG00057-les-photos-marquantes-de-la-passation-de-pouvoir-hollande-macron.php\)](http://www.lefigaro.fr/politique/2017/05/14/01002-20170514ARTFIG00057-les-photos-marquantes-de-la-passation-de-pouvoir-hollande-macron.php)** et faisant s'impatisser le petit homme rondouillard qui l'attendait au bout du tapis rouge aura offert à des millions de Français le plaisir de se revancher de l'humiliation que fut la présidence Hollande, combinaison inédite jusque-là de bassesse et de médiocrité. Quel beau congédiement!

«Pour recréer le lien communautaire à travers sa personne, le président Macron doit répudier le candidat Macron: mobiliser l'histoire non comme une culpabilité mais comme une ressource»

Mais n'est-ce pas simplement, de la part d'un homme de culture, une opération de communication bien maîtrisée?

Toute la question est de savoir si, avec la présidence Macron, on sera en présence, pour le dire avec les mots de son maître Paul Ricœur, d'une «identité narrative» ou d'une «identité substantielle». Reconstituer le corps politique du chef de l'État, lui redonner la faculté d'incarner la communauté exige que s'opère à travers sa personne la symbiose entre la nation et la fonction. Emmanuel Macron récuse le postmodernisme et veut réhabiliter les «grands récits». Fort bien. Mais de quels «grands récits» parle-t-il? Le roman national ou les *success-stories* à l'américaine? Jeanne d'Arc ou Steve Jobs? Honoré d'Estienne d'Orves ou Bill Gates? Les vertus communautaires et sacrificielles ou le **démiurgisme technologique de la Silicon Valley** (<http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2016/11/07/32001-20161107ARTFIG00184-revolution-numerique-faut-il-avoir-peur-de-la-silicon-valley.php>)?

C'est là où l'artifice dialectique du «en même temps» cher à Macron touche ses limites. Il y a des «valeurs» qui sont inconciliables tant elles renvoient à des visions diamétralement opposées de l'homme et du monde. Les peuples qui ont l'initiative du mouvement historique sont portés par des mythes puissants et le sentiment d'une destinée commune fondée sur un système de croyances et un patrimoine collectif. Pour recréer le lien communautaire à travers sa personne, le président Macron doit répudier le candidat Macron: mobiliser l'histoire non comme une culpabilité ou une nostalgie mais comme une ressource productrice de sens.

Outre la verticalité, Macron assume également une certaine autorité...

Toute la question est de savoir de quelle autorité il s'agit. Depuis Mai 68, les classes dirigeantes se sont employées à délégitimer la représentation transcendante des anciennes figures de l'autorité comme autant de formes surannées du contrôle social. Mais, si elles ont récusé l'autorité comme principe, elles n'y ont pas pour autant renoncé en tant que fonctionnalité. Autrement dit, comme technologie du pouvoir indispensable à l'induction du consentement, de l'obéissance, voire de la soumission chez les gouvernés. A l'ère de la communication, ainsi que l'avait pressenti Gramsci, la relation de domination ne repose plus sur la propriété des moyens de production. Elle dépend de l'aliénation culturelle que le pouvoir est en mesure d'imposer via la représentation des événements produite par le système politico-médiatique dont le rôle est de fabriquer de la pensée conforme et des comportements appropriés. On en a encore eu une éclatante démonstration avec la campagne présidentielle qui vient de s'achever.

«Macron apparaît comme la figure emblématique de cette nouvelle classe dominante qui aspire à substituer à tous ceux qui proposent un salut hors de l'économie, la seule vérité de l'économie»

Si Macron est le produit de ce système-là, est-il pour autant condamné à en rester indéfiniment captif?

L'intention qui est la sienne de réintroduire de l'autorité dans le processus de décision politique est louable. Ce qui légitime l'autorité c'est, disait saint Thomas d'Aquin, le service rendu au bien commun. Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin? Pourquoi ne pas chercher à restaurer l'autorité-principe là où sa disparition a été la plus dommageable? A l'école, par exemple, où notre appareil éducatif s'est acharné à disqualifier la transmission et à la dénoncer dans le sillage de Bourdieu comme volonté de répétition et de reproduction du même. La transmission est par excellence l'acte vertical intergénérationnel qui consiste à choisir ce qui mérite d'être transporté à travers le temps quand la communication obéit à une logique horizontale et démocratique de diffusion non critique et non sélective dans l'espace. De ce point de vue, le profil du nouveau ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, est sans doute le seul vrai signe encourageant.

Régis Debray dit que Macron est un «Gallo-ricain», le produit d'un écosystème mental américanisé où l'instance économique commande à toutes les autres. N'est ce pas excessif?

Je crains qu'il n'ait raison. Emmanuel Macron apparaît comme la figure emblématique de cette nouvelle classe dominante qui aspire à substituer à tous ceux qui proposent un salut hors de l'économie - religion ou politique- la seule vérité de l'économie. Tout ce qui n'est pas de l'ordre de l'avoir, toutes les visions non utilitaristes de la vie en société relèvent pour elle de l'angle mort. Le parti de l'économisme, c'est celui de l'interchangeabilité qui cherche à réduire en l'homme tous les particularismes et toutes les appartenances (nation, famille, religion) susceptibles de faire obstacle à son exploitation en tant que producteur ou comme consommateur. C'est le parti des «citoyens du monde», des «forces du flux d'information, de l'échange et de l'immigration» célébrés par Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook **lors de son discours aux diplômés d'Harvard le 25 mai dernier** (**http://etudiant.lefigaro.fr/article/13-ans-plus-tard-mark-zuckerberg-est-diplome-d-harvard_c151fb72-41e5-11e7-a87f-0e95404dcfa0/**).

«Un système où l'économie commande l'organisation de la société est incapable de produire du sens. On ne tombe pas amoureux d'une courbe de croissance»

Le cycle dominé par l'économie, que l'on croyait sur le point de s'achever, a connu un spectaculaire regain à l'occasion de la campagne présidentielle. Le retour des nations, de l'histoire et de l'organisation de sociétés autour des thèmes de l'identité et de la souveraineté n'aura-t-il été qu'une fugitive illusion?

Je n'en crois rien. Un système où l'économie commande l'organisation de la société est incapable de produire du sens. Sous couvert d'émancipation des individus, l'économisme a surtout œuvré à leur soumission croissante au règne de la marchandise et de l'ego consacrant, selon la formule d'Emmanuel Mounier, la «dissolution de la personne dans la matière». La crise morale que nous traversons montre que l'homme réduit à l'économie ne souffre pas simplement d'un mal-être mais d'un manque à être. Elle est le fruit amer d'une malsociété, excroissance maligne de l'incomplétude d'une société exclusivement consumériste et marchande. «On ne tombe pas amoureux d'une courbe de croissance», proclamait l'un des rares slogans pertinents de 68. N'en déplaise aux médiagogues, il y a de moins en moins de monde pour croire que l'identité d'un pays se ramène à son PIB et que la croissance peut opérer le réenchancement du monde.

L'élection présidentielle que nous venons de vivre a-t-elle été un coup pour rien?

Au contraire, elle aura été l'occasion d'une magistrale, et peut-être décisive, leçon de choses. La droite républicaine et le Front national ont fait la démonstration chacun à leur tour - François Fillon au premier et Marine Le Pen au second - qu'ils étaient l'un et l'autre, sur la base de leurs seules forces électorales, dans l'incapacité de reconquérir ou de conquérir le pouvoir. L'élimination de Fillon dès le premier tour fut tout sauf un accident, indépendamment des affaires dont on l'a accablé. Elle s'inscrit dans un lent et inexorable processus de déclin qui a vu la droite de gouvernement passer de 49 % au premier tour de la présidentielle de 1981 à 27 % en 2012 et à 20 % le 23 avril dernier. Faute d'avoir su opérer, comme ce fut le cas en 2007, une nécessaire clarification idéologique, la droite ne peut plus se prévaloir du bénéfice automatique de l'alternance.

Elle a perdu l'élection imperdable

(<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/04/24/35003-20170424ARTFIG00298-fillon-comment-l-election-imperdable-est-devenue-ingagnable.php>). On ne voit pas pourquoi ni comment elle pourrait ne pas perdre les

élections qui viennent. Faute d'avoir su construire une offre politique crédible, le FN est, lui aussi, dans l'impasse. Il reste ce qu'il a toujours été: un épouvantail, le meilleur allié du système qu'il prétend combattre, son assurance-vie. C'est à partir de ce double constat partagé qu'une refondation est possible.

«Le seul vrai progrès est aujourd'hui de pouvoir douter du progrès. Le conservatisme est l'outil intellectuel qui permet d'échapper à ce processus de décivilisation»

Qu'attendez-vous de la décomposition-recomposition qui s'amorce?

Je crois, comme Marcel Gauchet, qu'un grand mouvement conservateur est naturellement désigné pour être, selon sa formule, «l'alternative au moment libéral économiste» que nous vivons. Emmanuel Macron a choisi de se faire le champion du camp des progressistes au moment où la promesse fondatrice du progrès-croyance - à savoir l'assurance absolue d'une amélioration inéluctable, générale et universelle - a échoué sur la question du bonheur. L'indicateur de cet échec, on le trouve dans l'explosion de la production, du trafic et de la consommation de drogue comme dans la croissance exponentielle de la consommation de psychotropes qui représente en France, selon une récente étude de la Cnam, 13% des soins remboursés par l'Assurance-maladie. Ces chiffres expriment le décalage entre le bonheur promis et le bonheur réel dans notre société. Le seul vrai progrès est aujourd'hui de pouvoir douter du progrès. Le conservatisme est l'outil intellectuel qui permet d'échapper à ce processus de décivilisation. Je n'en connais pas de meilleure définition que celle qu'en a donné Ernst-Erich Noth: «Nous avons à concilier la tâche temporaire de la politique qui passe et la mission éternelle de l'intelligence ; mais cela n'est possible que par une subordination de la matière à l'esprit, de l'actualité à la continuité.»

La situation présente aurait donc, selon vous, le mérite de dissiper un long malentendu historique...

En effet. S'il était encore possible au milieu du siècle dernier d'accoler les deux vocables de libéral et de conservateur, leur accouplement relève aujourd'hui de l'oxymore, tant la fracturation intervenue depuis est d'ordre à la fois métaphysique et anthropologique. La Manif pour tous a fait apparaître, en 2013, une césure radicale entre une droite conservatrice - ce que j'ai appelé un populisme chrétien -, qui proclamait le primat du sacré sur le marché, et une droite libérale-progressiste, acquise au principe d'illimitation

et à l'abaissement du politique au niveau de la gouvernance économique. Cette droite-là est en marche vers Emmanuel Macron, qui est en train de réussir à la fois la reconstitution de l'unité philosophique du libéralisme en illustrant à la perfection la complémentarité dialectique du libéralisme économique et du libéralisme culturel, mais aussi la réunification des libéraux des deux rives, comme le fit au XIXe siècle l'orléanisme, déjà soucieux de constituer un bloc central en coupant, selon la recette réactualisée par Alain Juppé, «les deux bouts de l'omelette».

Soyons reconnaissants à Macron de son concours bénévole, même s'il n'est pas franchement désintéressé. De grâce, que personne ne retienne les Républicains «constructifs» qui se bousculent déjà pour le rejoindre. Rien ne sera possible sans cette rupture fondatrice. Il y a des décantations qui sont des clarifications. Il est des divorces qui sont des délivrances pour ceux qui restent.

La Cause du peuple, de Patrick Buisson, Perrin, 21,90€.



(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Alexandre Devecchio (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921>)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @

(https://twitter.com/Alex_devecch)AlexDevecchio
